Association APRÉMIS
Pôle Asile
21 rue Sully – BP 61629 – 80016 AMIENS Cedex 1
Tél. : 03 22 93 50 71 – cada@apremis.fr

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2017

Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile

ÉLÉMENTS DE CONTEXTE GÉNÉRAL	3
LES MISSIONS DU C.A.D.A.	4
PARTICIPATION, ÉLABORATION DU PROJET DE SERVICE, BÉNÉVOLAT :....	5
L'ACCUEIL	8
L'hébergement avant l'entrée	8
La composition familiale des ménages accueillis	9
L'origine géographique des personnes accompagnées au cours de l'année 2017 :	9
L'HÉBERGEMENT	10
Le taux d'occupation :	10
La composition familiale des ménages hébergés.....	11
Répartition par tranche d'âge	11
Localisation et conditions d'hébergement au 31 décembre 2017 :.....	12
Les ménages présents au 31 décembre 2017 :	13
LA GESTION DES SORTIES	15
La procédure de gestion des sorties mise en place.....	15
Les notifications de sortie délivrées par l'OFII	15
Les mises en demeure délivrées par la DDCS.....	16
L'accompagnement de la sortie des déboutés.....	16
Situation des personnes déboutées de la demande d'asile : la recherche des moyens de survie alimentaire.....	17
L'accompagnement de la sortie des bénéficiaires d'une protection internationale	19
L'accompagnement vers l'insertion des bénéficiaires d'une protection internationale	19
Les délais importants à l'accès en formation linguistique	20
Le programme HOPE (Hébergement, Orientation, Parcours vers l'Emploi).	20
L'ANNEE EN CHIFFRES	22

ÉLÉMENTS DE CONTEXTE GÉNÉRAL

En 2016 ont été menés des travaux d'analyse des activités d'hébergement gérées par notre association. Ce travail a donné lieu à la refondation de ces activités. Ainsi en septembre 2016 nous avons procédé au regroupement des actions de même nature en constituant un Pôle hébergement et un Pôle Asile. La refondation s'appuie également sur une territorialisation accrue des actions, sur Amiens Métropole mais aussi Montdidier et Abbeville.

La création du Pôle Asile avait notamment pour objectif de recentrer les actions menées sur l'accompagnement du parcours des personnes, de leur entrée dans les dispositifs à leur sortie, en proposant une continuité de services et une cohérence globale de son action. Elle devrait permettre, en recadrant l'action autour de l'accompagnement des personnes ou familles en situation d'exil, un meilleur ajustement des réponses de l'association à leurs problématiques et une plus grande synergie entre les différents services. Un projet de service a, en ce sens, été élaboré en 2017. Nous présenterons la démarche poursuivie dans la suite de ce bilan.

Le Pôle Asile regroupe un **C.A.D.A.**, qui fait l'objet de ce rapport d'activité, et le **Service Hébergement Transitoire et Actions vers l'Insertion (S.H.T.A.I.)** qui regroupent lui-même plusieurs actions :

- Deux actions proposant un accompagnement social global, aux publics en situation de migration, sans hébergement associé.

Une **Action de Transition et d'Insertion** destinée à accompagner les démarches d'insertion de ménages autorisés à séjourner en France, ou en demande d'admission au séjour, sans ressources et hébergés dans des dispositifs d'hébergement d'urgence ou par des tiers dans une situation précaire.

Une **Action Emploi Logement** destinée à accompagner les bénéficiaires d'une protection internationale, sortis ou sortants des structures qui leur sont dédiées (CADA, CPH, SHPR) dans le logement et vers l'emploi (action portée conjointement avec la Direction de l'Insertion).

- Quatre actions, à destination de personnes et/ou familles en situation d'exil, se trouvant dans des situations administratives différenciées, alliant accompagnement et hébergement

Une **Structure pour Personnes Régularisées** de 50 places destinée principalement à fluidifier les sorties de C.A.D.A. et des dispositifs d'hébergement d'urgence des ménages autorisés à séjourner en France dans le cadre d'une admission au séjour et à l'emploi.

Une **Structure pour Personnes Déboutées** de 20 places mise en œuvre en juillet 2015 afin de permettre une meilleure gestion de la sortie des C.A.D.A. du département en prenant en charge des ménages identifiés comme vulnérables et sans autre solution d'hébergement ou de départ vers leur pays d'origine.

L'hébergement de réfugiés relocalisés dans le cadre du Plan Migrants et l'accompagnement d'un dispositif départemental d'hébergement citoyen de réfugiés.

Une action d'Intermédiation locative particulièrement dédiée à des ménages bénéficiant du statut de réfugié ou d'une protection subsidiaire mise en place en décembre 2017 avec un objectif de 18 ménages accompagnés.

LES MISSIONS DU C.A.D.A.

L'arrêté du 29 octobre 2015 relatif au cahier des charges des centres d'accueil pour demandeurs d'asile fixe aux C.A.D.A. les objectifs suivants :

- Assurer un hébergement décent des demandeurs d'asile pendant l'instruction de leur demande d'asile par l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (O.F.P.R.A.) et, le cas échéant, par la Cour Nationale du Droit d'Asile (C.N.D.A.).
- Mettre en œuvre les moyens adaptés d'accompagnement administratif du demandeur d'asile dans sa procédure de demande d'asile devant l'O.F.P.R.A.
- Informer sur le recours devant la C.N.D.A. et permettre l'accès à l'aide juridictionnelle. Organiser des conditions satisfaisantes de prise en charge sociale (accès aux droits sociaux, etc.) du demandeur d'asile et de sa famille.
- Préparer et organiser la sortie des personnes hébergées dont la demande a fait l'objet d'une décision définitive.
- Informer les personnes hébergées sur les dispositifs et modalités d'aide au retour volontaire dans leur pays d'origine.

Les quatre principales missions d'un C.A.D.A. demeurent :

- L'accueil et l'hébergement des demandeurs d'asile pendant la durée de la procédure d'asile ;
- L'accompagnement administratif, social et sanitaire ;
- L'aide à la scolarisation des enfants et la mise en relation avec les services et activités offertes sur le territoire ;
- La gestion des sorties du C.A.D.A.

Son organisation

Pour rappel la capacité d'accueil de notre CADA a été étendue à plusieurs reprises. Ouvert le 1^{er} mars 2002 par l'Association A.D.M.I. il avait été agréé pour une capacité limitée d'hébergement (15 places), **une dernière extension a été autorisée en juin 2017 (arrêté préfectoral du 19 juin 2017) ce qui a porté la capacité de l'établissement de 120 à 150 places.**

Il bénéficie de la structuration du Service de l'Hébergement et du Logement Accompagné en trois antennes territoriales :

- **Le Grand Amiénois**, avec une responsable d'antenne, ancienne coordinatrice du C.A.D.A., qui coordonne, en particulier, avec le responsable technique, le suivi des logements des deux services sur ce territoire.
- **La Picardie Maritime**, avec une responsable d'antenne, qui est aussi la responsable hiérarchique de l'intervenant technique qui assure l'entretien des logements du C.A.D.A. à Abbeville ainsi que de la secrétaire du Service de l'Hébergement et du Logement Accompagné. Cette dernière est présente en permanence dans les locaux et contribue donc à l'accueil des demandeurs d'asile.
- **L'est du département** où le C.A.D.A. est implanté à MONTIDIER, à Roye et à Albert.

PARTICIPATION, ÉLABORATION DU PROJET DE SERVICE, BÉNÉVOLAT :

La participation des personnes accompagnées est au cœur des préoccupations de l'association. Le projet associatif actualisé, adopté le 3 octobre 2017, stipule que « *A chaque fois que cela est possible, les personnes accompagnées sont associées à la mise en œuvre du projet associatif et à l'évaluation des actions menées, notamment par le biais de leur participation aux conseils de vie sociale et aux instances de l'Association* ».

En 2017, notre service a souhaité s'inscrire dans un processus de participation et a mis en place différentes actions pour œuvrer en ce sens.

De manière générale, le terme "participation" désigne un processus qui tente de donner un rôle aux individus dans une prise de décision affectant une communauté. Participer, représente une occasion de donner son avis, de faire connaître ses conditions de vie, de témoigner de son expérience. Ce processus a pour finalité de conduire à une amélioration des politiques et des lois conduites dans un environnement donné en se rapprochant au plus près des besoins et des attentes de la population concernée.

Au sein de notre association, nous pourrions faire le parallèle avec cette définition. En effet le Pôle Asile peut être défini comme une communauté d'appartenance qui inscrit des liens, des rapports sociaux, qui peuvent être fondamentaux dans le contexte de l'exil. Par son intervention, en créant des espaces de rencontre, l'équipe éducative vient ainsi exploiter ces liens et donner une place d'auteur aux personnes accompagnées. Nous sommes partis de l'hypothèse que si ces liens sont exploités au sein du pôle asile, ils peuvent devenir un support à la construction d'une identité sociale et favoriser l'intégration des personnes accompagnées dans leur environnement.

En lien avec la loi 2002-2, la mise en place d'espaces favorisant la participation offre les atouts d'une organisation susceptible de définir de nouveaux rapports entre les professionnels et les personnes accueillies. Ce qui, selon nous, peut insuffler une dynamique nouvelle au sein du Pôle Asile. Ces moments constituent alors l'occasion de donner son avis, de faire connaître son expérience, de contribuer à l'amélioration des réponses apportées par l'institution.

Mise en place du projet

Le processus de participation dans les structures médicosociales est peu connu des personnes que nous accompagnons. Aussi, afin de partager notre envie de donner une place à chacun au sein de la vie institutionnelle, avons-nous, dans un premier temps, organisé une réunion collective avec l'ensemble des personnes accueillies et accompagnées au sein des différentes structures et actions du C.A.D.A. et du S.H.T.A.I. qui composent le Pôle Asile.

L'objectif poursuivi était de présenter les modes de participation possibles et de repérer les besoins et les attentes des personnes. Lors des réunions, les personnes présentes se sont montrées animées d'une volonté participative d'améliorer leurs conditions de prise en charge et de la volonté de mettre en place des projets dans l'objectif d'avoir un impact sur leur environnement. Elles ont fait part de leur souhait de porter une attention particulière sur les autres membres de la société avec lesquelles elles vivent, révélant cette question de l'altérité. De nombreuses idées et projets ont émergé.

Les personnes accompagnées ont émis leurs envies de créer des groupes thématiques autour : de l'expression en langue Française ; du travail ou de la formation ; de la création d'un espace de parole pour les femmes et d'un groupe à destination des futurs jeunes majeurs.

Groupes thématiques :

Ces ateliers ont été mis en place en fonction des demandes de notre public et de ses questionnements.

Les travailleurs sociaux du Pôle Asile se sont organisés en binôme pour animer les rencontres sur une thématique précise. Quatre groupes, composés de travailleurs sociaux et de personnes accompagnées par notre pôle qui étaient intéressées par une ou plusieurs de ces thématiques, ont été constitués :

- Le groupe envisagé sur « **les adolescents et les parents d'adolescents** » n'a pas été mis en place, malgré les diverses propositions de créneaux horaires proposés aux adolescents et à leurs parents. Il apparaît que ce groupe a été créé davantage à l'initiative des parents qu'à celle des adolescents qui ne se sont pas montrés intéressés par ces ateliers.
- Le groupe « **travail et formation** », s'est réuni à plusieurs reprises sur le site d'Amiens ou celui d'Abbeville. La fréquence des rencontres est d'environ 2 fois par mois. La volonté du groupe a été de s'engager dans des activités ayant pour but d'aider les gens. En effet, la plupart des personnes présentes n'étant pas encore engagées dans une activité salariée ou n'ayant pas de droit au travail, l'activité de bénévolat s'avère, pour elles, un moyen de s'ouvrir aux autres et de s'intégrer dans leur environnement. Les différents participants ont notamment eu l'idée de se renseigner en sous-groupe, auprès des différentes associations caritatives de leurs territoires (Abbeville ou Amiens) des démarches à effectuer pour s'y engager dans des activités de bénévolat qui répondent à leurs besoins. Ces différentes informations ont ensuite pu être ramenées au groupe. Nous avons pu observer une réelle dynamique et un désir d'échanger sur les différentes expériences de chacun, dans le passé ou le présent. Certaines personnes du groupe ont notamment pu échanger sur leurs expériences en bénévolat.
- Concernant « **le groupe des femmes** », les rencontres se sont faites tous les 15 jours le jeudi midi. Ce créneau a été fixé par les participantes en fonction de leur disponibilité. A la fin de chaque séance Les participantes déterminent le sujet qui sera abordé au cours de la prochaine réunion. Par ailleurs, les participantes ont préparé chacune à leur tour un plat qu'elle appréciait afin de le partager et de le faire découvrir aux autres femmes.

L'élaboration du projet de service

Grâce à ces différents ateliers, nous avons réussi à créer au sein du Pôle Asile et avec le public accompagné une réelle dynamique de participation.

L'intérêt du travail mené autour de la participation est particulièrement illustré par l'élaboration du projet de service qui résulte d'un travail approfondi de six mois associant les salariés, des représentants des Personnes Accueillies et l'administratrice référente des actions en faveur des personnes en situation de migration.

Ce projet de service, validé par le Conseil d'Administration de notre association du 19 octobre 2017, répond aux valeurs humanistes du Projet Associatif de l'Association et vise à :

- Rendre lisible les missions et les actions du Service,
- Nommer les pratiques,
- Donner du sens à l'action,
- Définir et tendre vers de nouveaux objectifs.
- Considérant que la personne accueillie est auteure et actrice de sa propre vie, il a été décidé que l'amélioration de l'accompagnement proposé portera sur :
  - Des espaces d'expression et d'ateliers co-construits entre les différents partenaires du projet,
  - Des lieux d'expression française en complément des lieux d'apprentissage du français et le développement de l'interprétariat,
  - L'amélioration de l'offre de soins tant sur le plan physique que psychologique,
  - Le soutien dans l'accès à l'emploi,
  - Le développement du bénévolat.

Le travail se poursuit, toujours avec les salariés, les personnes accueillies et accompagnées et l'administratrice référente, afin de rédiger l'ensemble des documents prévus par la loi du 2 janvier 2002 : un livret d'accueil et différentes plaquettes d'informations, qui mentionnent en particulier les voies de recours possibles et les coordonnées de la personne qualifiée, et qui seront, comme la charte des droits et des libertés, traduites en plusieurs langues. L'ensemble de ces documents seront remis, et expliqués aux personnes lors de l'arrivée, dans une langue qu'ils comprennent. Nous pouvons avoir à cet effet recours à un service d'interprétariat en ligne, mis actuellement à la disposition des structures du département, à titre expérimental, par la D.D.C.S.

La participation : un outil complémentaire pour le travail éducatif

Ces espaces à la fois lieux d'informations et de débats, peuvent permettre aux personnes accompagnées d'interpeller les pratiques, de questionner les projets, d'apporter leurs expériences à partir de la place qu'elles occupent pour faire avancer l'institution.

En tant que travailleur social, favoriser cette participation c'est signifier l'envie de coopérer, de s'associer. Pour les personnes accompagnées, participer peut-être l'occasion d'affirmer leur identité dans leur nouvel environnement par une prise de parole ou une action qui marque la volonté de s'associer.

Ils sont aussi un lieu d'apprentissage de la démocratie, d'expression des conflits, de reconnaissance des connaissances et capacités de chacun. Au-delà de leur parole, c'est leurs avis et leurs points de vue qui sont respectés et pris en compte. La considération portée à chacun (quelle que soit sa place dans l'institution) et le respect des relations établies dans cette instance peuvent créer un lien social solidaire dans la défense des valeurs démocratiques au service du recul de la violence.

Ces espaces ouvrent un droit de regard et peuvent permettre ainsi de repérer ce qui semblait une évidence aux yeux des professionnels et rendent ainsi possible une réponse argumentée, explicative. La communication pourra prendre ainsi un sens nouveau et rejaillir sur les relations au quotidien.

En travaillant sur la question de la participation au sein de l'organisation, nous travaillons ainsi l'intégration dans la vie de la Cité.

Une implication de bénévoles complémentaires à celle des salariés

Dans son projet associatif actualisé – adopté le 3 octobre 2017 – l'association a largement développé la place qu'elle souhaite accorder au bénévolat, y compris en complément de l'intervention des professionnels auprès des personnes accompagnées. Le projet associatif souligne que *« la participation des bénévoles à la bonne marche et à la réalisation des actions de l'association constitue une valeur essentielle de son projet [...] et que l'objectif est tout à la fois d'accroître et de diversifier les moyens humains mis au service de ses actions, et de favoriser une relation ouverte entre l'Association et la société civile, comme atout de sa vitalité et de la reconnaissance de son action à l'extérieur (...) »*.

Plusieurs réunions ont eu lieu entre octobre et décembre 2017 avec des personnes ayant manifesté un souhait d'engagement bénévole au sein de l'association afin de concrétiser ces volontés partagées de développer les liens entre les citoyens et les publics en situation de vulnérabilité.

Une charte qui définit le cadre des relations entre le bénévole qui souhaite s'engager dans une des actions menées, l'association, les salariés permanents et les autres bénévoles, ainsi que les droits et devoirs de chacune des parties, a été rédigée et signée par les bénévoles.

Un atelier **« Expression autour du français »** a été mis en place en septembre 2017, à destination de l'ensemble des personnes accompagnées au sein du Pôle. Deux autres sont mis en place à l'heure de la rédaction de ce bilan. Ils sont animés par des bénévoles, avec l'appui des intervenants sociaux. Ils proposent une action complémentaire, autour de l'expression orale et de la culture, à celle qui est proposée par les structures proposant des cours de FLE.

L'ACCUEIL

En 2017, nous avons accueilli 34 ménages représentant 77 personnes soit 47 adultes et 30 enfants

6 de ces 30 enfants sont nés au sein de 6 familles hébergées dans notre CADA (2 accueillies en 2015, 3 accueillies en 2016 et 1 accueillie en 2017)

En 2016, nous avons accueilli 26 ménages représentant 66 personnes soit 37 adultes et 29 enfants,

En 2015 nous avons accueilli 24 ménages (65 personnes) ;

En 2014, nous avons accueilli 10 ménages (22 personnes) ;

En 2013, 15 ménages (47 personnes) ;

En 2012, 9 ménages (21 personnes) ;

En 2011, 7 ménages et en 2010 seulement 4 ménages.

Notons que ces chiffres ne peuvent être analysés à l'aune purement numérique : la mise en place des extensions successives (passage de 35 à 60 places en 2013, de 60 à 80 places au début de 2015, puis de 80 à 104 à partir de juillet 2015, de 104 à 120 places en juillet 2016, puis de 120 à 150 places en juillet 2018) expliquent en grande partie l'importance des variations constatées. Un autre facteur d'explication réside peut-être en l'accélération des procédures.

L'hébergement avant l'entrée

Orientations		Régionale					Nationale				
Lieu d'hébergement		02	59	60	62	80	01	67	75	77	94
Type d'hébergement	Accueil urgence			7		5			3	1	1
	Autres structures			1		12		1			
	Solidarités					1			2		

Notre établissement s'inscrivait, jusqu'en septembre 2017, dans le cadre du **dispositif régional** d'accueil des demandeurs d'asile. A compter de septembre 2017 notre CADA a été transformé en « CADA national » et toutes les orientations vers notre CADA émanent depuis de l'OFII national.

En 2016, 10 ménages sur les 26 orientés vers notre CADA l'ont été par l'OFII nationale.

La composition familiale des ménages accueillis

Composition familiale	TOTAL des ménages	Nombre d'adultes	Nombre d'enfants 16 – 18	Nombre d'enfants moins de 16	TOTAL personnes
Isolé	19	19			19
Famille monoparentale	2	2		7	9
Couple sans enfant	1	2			2
Couple avec enfant	12	24	3	20	47
<u>TOTAL</u>	34	47	3	27	77

L'origine géographique des personnes accompagnées au cours de l'année 2017 :

EUROPE : 63

ALBANIE	18
GEORGIE	6
KOSOVO	29
MACEDOINE	5
RUSSIE	5

ASIE : 59

ARMENIE	8
AZERBAÏDJAN	2
AFGHANISTAN	1
BANGLADESH	11
PAKISTAN	7
SRI LANKA	8
SYRIE	22

AFRIQUE : 73

ANGOLA	4
CONGO RDC	16
CÔTE D'IVOIRE	6
ERYTHRÉE	2
ETHIOPIE	1

GUINÉE	1
NIGERIA	23
SIERRA LEONE	1
SOUDAN	17
ZAÏRE	2

AMÉRIQUE DU SUD : 4

VÉNÉZUELA	4

L'HÉBERGEMENT

Au cours de l'année 2017, 77 ménages, représentant 199 personnes (dont 93 adultes), ont été hébergés dans notre C.A.D.A. (en 2016, 63 ménages -162 personnes dont 93 adultes- en 2015, ils étaient 43 ménages, en 2014, ils étaient 27 ménages, en 2013, 30 ménages).

Parmi ces ménages :

- 1 ménage avait été accueilli en 2013
- 3 ménages avaient été accueillis en 2014 (avec 2 naissances en 2016)
- 13 ménages avaient été accueillis en 2015 (avec 3 naissances en 2016 et 2 en 2017)
- 26 ménages ont été accueillis en 2016 (avec 3 naissances en 2016 et 3 en 2017)

Le taux d'occupation :

ACTIVITÉ	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Capacité autorisée	35	35 pendant 6 mois puis 60	60	60 en janvier 80 de fév. à novembre 104 en décembre	104 places de janvier à mai, 109 places en juin et juillet, 113 places en août puis 120 places	120 places de janvier à juillet 150 places autorisées à compter du 19 juin 2017
Nombre de journées d'ouverture	366	365	365	365	366	365
Nombre théorique de journées	12 810	17 350	21 900	29484	40600	45120
Nombre réel de journées	12 783	15 624	21 492	24282	39036	40843
Taux d'occupation réel en %	99,79 %	90,05 %	98,14 %	82,4 %	96,15%	90,52%
Taux moyen d'occupation constaté					93.31%	

Le nombre de journées réalisées est de 40843 pour un taux d'occupation de 90.52% (il était de 96,15 % en 2016, 82.4% en 2015 pour une capacité passée de 60 en janvier à 104 en décembre ; il était de 98,1 % en 2014, pour une capacité d'hébergement de 60 places).

La confirmation de l'accord d'extension à 150 places nous a été communiquée en juin 2017. Cependant nous avons été en difficulté pour capter des logements à ALBERT et CORBIE, communes ciblées dans le cadre de notre projet d'extension. Les 10 dernières places n'ont pu être ouvertes qu'au cours du premier trimestre 2018. Cette situation est à l'origine du faible taux d'occupation constatée en 2017. Il devrait être approximativement de 98% en 2018.

Le délai moyen de réoccupation d'un logement, a été de 5 jours. Il était de 18 jours en 2016, de 24 jours en 2015, de 10,5 jours en 2014 et de 22 jours en 2013.

La composition familiale des ménages hébergés

Composition familiale	TOTAL de ménages	Nombre d'adultes 18 ans révolus	Nombre d'enfants 16 - 18	Nombre d'enfants moins de 16	TOTAL de personnes
Isolé	35	35			35
famille monoparentale	7	7		19	26
Couple sans enfant	3	6			6
Couple avec enfant	32	65	5	62	132
<u>TOTAL</u>	77	113	5	81	199

Répartition par tranche d'âge

Pour les deux tableaux suivants, l'âge pris en considération est celui des personnes le 31 décembre 2017

Nombre total des personnes présentes dans l'année	De moins de 3 ans	De 3 à 15 ans	De 16 à 17 ans	De 18 à 24 ans	De 25 à 59 ans	De 60 ans et plus
199	30	49	5	11	100	4

Sur les 199 personnes hébergées :

- 115 adultes
- 30 enfants avaient moins de 3 ans
- 5 n'avaient pas 18 ans et étaient en âge de déposer une demande d'asile (+ de 16 ans)

Localisation et conditions d'hébergement au 31 décembre 2017 :

L'hébergement est proposé au sein de 40 logements localisés sur trois territoires. Il est proposé dans deux types de structures :

Des logements à MONTDIDIER pour une capacité de 17 personnes.

- Un immeuble acquis par l'Association en février 2005 à MONTDIDIER. Les travaux de restructuration, achevés au cours de l'année 2006, ont été complétés en 2015 pour intégrer un bureau permettant aux travailleurs sociaux d'y recevoir les ménages hébergés sur la commune. Des travaux de rénovation thermique y ont été réalisés en 2017 et réceptionnés début 2018.

Il comprend deux logements : 1 grand T3 et 1 T4 qui a été aménagé à l'été 2015 pour y recevoir trois personnes isolées à la demande de l'OFII (nous pouvions y accueillir une famille de 5 personnes). 7 personnes sont aujourd'hui hébergées dans cet immeuble.

- Trois logements loués auprès de la Maison du CIL et de l'OPH de la Somme à MONTDIDIER : il s'agit de 3 T2 au sein desquels peuvent aujourd'hui être accueillies 9 personnes. Notons que nous avons accueilli deux hommes isolés, ayant un parcours migratoire commun et souhaitant être accueillis ensemble, dans un logement, pouvant accueillir un couple avec un jeune enfant, mais ne se prêtant pas à la cohabitation de deux personnes : pas d'espace privatif individuel fermé. Un de ces deux hommes a obtenu le statut de réfugié et a quitté le CADA en décembre 2017. Le logement est de ce fait sous-occupé.

L'OPH de la Somme nous a également attribué un logement de type 3 sur la commune de MOREUIL, située entre AMIENS et MONTDIDIER. Une famille de 4 personnes y était accueillie au 31/12/2017

Depuis décembre 2017, nous mobilisons 3 logements du parc de l'OPSOM à ROYE. Ces logements, précédemment dédiés à l'accueil de familles pris en charge par le Service Hébergement et Logement Accompagné de notre association, n'étaient pas investis au 31 décembre 2017. 12 personnes peuvent y être accueillis.

Un total de **33 places** est donc opérationnel sur les communes de **MONTDIDIER, MOREUIL et ROYE**.

Des logements sur le territoire d'AMIENS Métropole prioritairement loués à des bailleurs sociaux pour une capacité maximale d'hébergement de 62 personnes.

- ✓ 16 logements loués auprès de bailleurs sociaux à AMIENS et LONGUEAU (un logement) dont 3 logements aménagés pour pouvoir y accueillir des ménages distincts (isolés ou petites unités familiales). 1 logement de type 2, précédemment dédiés à l'accueil de familles pris en charge par le Service Hébergement et Logement Accompagné (SHLA) de notre association a été transféré au CADA en décembre 2017. Il n'était pas investi au 31 décembre.
- ✓ 1 logement de type 2 loué dans le parc privé

14 logements à ABBEVILLE pour une **capacité moyenne de 45 personnes** :

- Huit logements mobilisés auprès de bailleurs privés (1 T1, 1 T2, 5 T3 et 1 T4 partagé pour y accueillir des femmes isolées).
- Six logements du parc public :
  - 4 type 4 qui nous sont loués totalement équipés par l'OPH de la Baie de Somme. Parmi ces quatre logements 1 étaient dédiés à l'accueil d'hommes isolés jusqu'en septembre 2017. En raison de la présence d'une MECS dans le même bâtiment l'office nous a demandé de n'y accueillir que des familles.
  - 1 logement de type 1 et 1 logement de type 3 sont dédiés à l'accueil de personnes isolées. Ils permettent donc l'accueil de 5 personnes.

Les ménages présents au 31 décembre 2017 :

Nous hébergeons 48 ménages soit 115 personnes.

29 d'entre eux ont été accueillis en 2017, 13 en 2016, 4 en 2015 et 2 en 2014- dans 35 logements.

- **21 ménages**, soit 21 personnes, hébergés en **10 logements partagés** :
  - 5 logements à ABBEVILLE (10 ménages – 10 personnes),
  - 2 logements à AMIENS (4 ménages – 4 personnes),
  - 1 logement à LONGUEAU (3 ménages – 3 personnes)
  - 2 logements à MONTDIDIER (4 ménages – 4 personnes).
- **4 ménages**-au sens du dn@, représentant 2 groupes familiaux, :
  - 1 hébergé à Amiens (3 personnes – frère et sœur avec enfant),
  - 1 hébergé à Abbeville (5 personnes - couple avec enfants accompagnés de la grand-mère) hébergés au sein de deux logements « familiaux » - non considérés comme partagés).
- **23 ménages**, soit 88 personnes, hébergés en 23 logements individuels :
  - 8 ménages 30 personnes à ABBEVILLE),
  - 11 ménages – 42 personnes à AMIENS ;
  - 1 ménage- 4 personnes MOREUIL
  - 3 ménages – 11 personnes à MONTDIDIER

20 ménages étaient hébergés sur le territoire d'Amiens Métropole, 19 étaient hébergés à Abbeville, 8 l'étaient à Montdidier, 1 à Moreuil

Notons qu'au 31 décembre plusieurs états de vacance avaient été inscrits au dna :

- 1 logement (1 T4 à Amiens) et 4 chambres au sein de logements partagés (1 à Amiens, 2 à Abbeville, 1 à Montdidier) ont été mis à disposition du dn@ en décembre 2017 à la suite de 4 sorties intervenues en fin d'année 2017
- 3 logements captés non encore investis (1 T2 à Amiens, 1 T2, 1T3 et 1 T4 à Roye).

Parmi ces 48 ménages :

- **7 ménages** (14 personnes) avaient obtenu une protection internationale :
  - 2 isolés ont obtenu une protection subsidiaire devant la CNDA, depuis plus de 6 mois, 1 a obtenu une protection subsidiaire devant la CNDA depuis moins de 3 mois,
  - 4 ménages (11 personnes) ont obtenu le statut de réfugié par l'OFPRA,
  - 1 ménage depuis moins de 6 mois,
  - 2 ménages depuis moins de trois mois,
  - 1 depuis plus de 6 mois.
- 1 homme a obtenu un statut de réfugié depuis plus de 6 mois, sa femme et sa fille sont toujours en procédure d'asile
- **13 ménages** (35 personnes) étaient déboutés de leur demande d'asile dont :
  - 2 depuis moins d'un mois,
  - 2 ménages en attente de retour au pays d'origine dans le cadre d'une ARV (1 mère isolée avec 1 enfant n'ayant pas souhaité introduire de recours après la notification du rejet OFPRA, 1 couple avec 3 enfants n'ayant pas reçu la notification de rejet OFPRA et n'ayant donc pu introduire dans les délais un recours contre la décision OFPRA)
- **16 ménages** (42 personnes) étaient en procédure devant l'O.F.P.R.A.
- **11 ménages** (24 personnes) étaient en procédure devant la C.N.D.A. ou en cours d'engagement de cette procédure suite à un rejet OFPRA.

En 2017, les procédures de demande d'asile de 30 ménages ont abouti à une décision définitive.

- 6 ménages (13 personnes) ont été reconnus réfugiés par l'OFPRA
- 4 ménages (7 personnes) ont obtenu une protection subsidiaire devant la CNDA
- 2 ménages (2 personnes) ont été reconnus réfugiés par la CNDA
- 1 famille avec enfants aux statuts « mixtes » (6 personnes) : les parents ont obtenu une protection subsidiaire et leur fille un statut de réfugié devant la CNDA
- 12 ménages (28 personnes) ont été déboutés de leur demande d'asile par la CNDA
- 1 mère a été déboutée de sa demande d'asile par la CNDA, tandis que ces filles mineures avaient été reconnues réfugiées par l'OFPRA en 2016.
- 4 ménages (10 personnes) dont la demande d'asile a été rejetée par l'OFPRA n'ont pas introduit de recours devant la CNDA
  - 1 mère avec son enfant a introduit une demande d'aide au retour
  - 3 ménages au sens du dna (1 isolé et 1 couple avec 2 enfants accompagnés de la grand-mère paternelle) n'ont pas reçu la notification OFPRA et n'ont donc pu introduire un recours contre la décision de rejet

Soit un taux d'accès au statut de 45 %, il était de 29.16 % en 2016

La durée moyenne des procédures ayant abouti à une décision définitive est de 464 jours (577 jours pour les procédures ayant abouti à un rejet, 315 jours pour les procédures accordant le bénéfice d'une protection internationale), elle est très sensiblement **supérieure** à celle de 2016 qui était de 402 jours (en 2015 elle était de **506 jours**, légèrement inférieure à celle de 2014 (451 jours) et sensiblement moindre qu'en 2013 (611 jours).

77 ménages, représentant 199 personnes (113 adultes, 86 enfants mineurs) ont été hébergés en 2017.

LA GESTION DES SORTIES

En 2017, 29 ménages soit 85 personnes (44 adultes, 1 enfant majeur et 40 enfants mineurs) ont quitté définitivement le CADA.

(En 2016, 48 personnes - 20 ménages, en 2015, 32 personnes – 7 ménages-, en 2014, 18 personnes, 32 en 2013, 20 en 2012, 17 en 2011 et 10 en 2010).

La durée moyenne de leur prise en charge a été de 502 jours, soit 16.45 mois en 2017. Elle était de 581 jours en 2016.

La gestion de la sortie incombe aux gestionnaires des CADA. Cette mission est clairement inscrite au cahier des charges

Rappelons qu'à l'exception du départ volontaire des personnes, la sortie du CADA intervient dans deux cas distincts :

- Les personnes ont obtenu une protection internationale, et entament une nouvelle étape de leur parcours comme réfugié sont alors tenues de quitter le CADA dans un délai de 3 mois, éventuellement prolongeables de 3 mois sur autorisation du directeur de l'OFII. **En 2017, 13 avaient obtenu une protection internationale, soit 44.82% de l'ensemble des ménages sortis**
- Les personnes déboutées de leur demande d'asile sont tenues, ainsi que la réglementation et le contrat de séjour signé le stipulent, de quitter le CADA dans le délai d'un mois après la notification du rejet de leur demande de protection par la CNDA. **15 étaient déboutées, soit 51.72 %**

Notons ici la situation douloureuse d'une famille qui a quitté le CADA avant l'issue de sa procédure d'asile après un accident dramatique qui a causé le décès de leur plus jeune fils. Les parents ont sollicité, avec le soutien de notre équipe, une Aide au Retour Volontaire pour pouvoir inhumer leur enfant dans leur pays d'origine.

Si la sortie des réfugiés constitue une étape positive du parcours d'insertion des personnes concernées, la sortie des déboutés du droit d'asile a constitué et constitue une difficulté majeure. L'immense majorité des personnes déboutées du droit d'asile nous disent ne pouvoir rentrer dans leur pays d'origine et tentent de se maintenir sur le territoire.

Les dispositifs d'hébergement d'urgence sont saturés et ne peuvent répondre à tous les besoins constatés. Jusqu'à une période très récente, les déboutés n'étaient pas, dans la majorité des cas, reconduits aux frontières.

La procédure de gestion des sorties mise en place

Les notifications de sortie délivrées par l'OFII

La réforme du droit d'asile du 29 juillet 2015 et la loi du 07 mars 2016 relative au droit des étrangers ont considérablement modifié les procédures et le dispositif d'accueil des demandeurs d'asile.

L'OFII est devenu l'acteur majeur et central dans la prise en charge des demandeurs d'asile. Ainsi, conformément à la législation, l'OFII mettait en application les articles L-744-5 et R 744-12 du CESEDA concernant les décisions de sortie des demandeurs d'asile des centres d'accueil pour demandeur d'asile.

Dès janvier 2017, l'OFII a fait parvenir des décisions de sortie aux familles destinataires d'une décision OFPRA/CNDA, qu'elles aient été reconnues statutaires ou pas.

Les décisions de sortie stipulaient aux familles statutaires la possibilité de se maintenir en CADA pendant une durée de trois mois renouvelable une fois. Quant aux familles déboutées de leur demande d'asile, l'OFII rappelait ainsi l'obligation de quitter le CADA dans un délai d'un mois. Cependant, les familles déposant un recours auprès de la CNDA, pouvaient se maintenir en CADA jusqu'à la décision définitive de celle-ci.

C'est ainsi que l'OFII entend renforcer les contrôles auprès des demandeurs d'asile tout au long de leur procédure d'asile.

Les mises en demeure délivrées par la DDCS

Les personnes et/ou familles qui se sont maintenues en CADA alors qu'une décision définitive concernant leurs procédures avait été rendue ont été destinataires d'une mise en demeure établies par les services de la DDCS.

Ces mises en demeure font suite aux notifications de sortie qui sont demeurées infructueuses. Il appartient au gestionnaire des CADA de les leur communiquer et de leur demander de les signer.

A partir de juin 2017, des mises en demeures ont donc été remises aux familles par le biais du CADA. Ces mises en demeure faisaient obligation aux personnes « en présence induite » de libérer leur hébergement dans un délai de 15 jours après réception du courrier. Ces mises en demeure permettent au Préfet de saisir le tribunal administratif afin d'enclencher une procédure d'expulsion du lieu d'hébergement.

L'équipe du CADA a dû revoir ses modalités d'intervention auprès des familles, quant à la remise en main propre des notifications des décisions de sortie et des mises en demeure. Chaque référent social devait remettre les décisions de sortie aux familles concernées en un temps très limité (soit 5 jours) et les retourner à l'OFII sous peine de voir leur allocation pour demandeur d'asile s'interrompre si la notification fait suite à un rejet OFPRA. Des informations collectives auprès de l'ensemble des ménages ont été dispensées afin d'expliquer aux familles la teneur de ces décisions de sortie et de ces mises en demeure.

L'accompagnement de la sortie des déboutés

15 ménages déboutés (41 personnes) ont quitté le CADA en 2017 :

- 2 ménages ont été accueillis dans la résidence d'Accueil et Promotion
- 2 ménages ont été accueillis dans la Structure pour Personnes Déboutées des associations Aprémis et Agena
- 1 ménage a été accueilli dans la Structure pour Personnes Régularisées de l'association Aprémis
- 9 ménages sont partis sans laisser d'adresse et font potentiellement appel au 115...
- 2 ménages sont à l'hôtel

Le délai moyen de sortie des ménages déboutés, effectivement sorties après la fin de leur procédure a été de **186 jours en 2017** (il était de 108 jours, soit 3.6 mois en 2016, il était de 162 jours, soit 5,3 mois en 2015, 56 jours soit 1,8 mois en 2014, 208 jours en 2013 et 48 jours en 2012).

Les recours DAHO

En 2017, les familles déboutées de leur demande d'asile ont initié des dossiers DAHO en référence à *la loi du 07 mars 2007 instituant le droit au logement opposable* avec le soutien de l'équipe éducative du CADA.

Ainsi après avoir obtenu un rendez-vous au SIAO afin de formuler une demande d'hébergement, les familles ont saisi la commission départementale de médiation afin d'être reconnu prioritaire et devant être accueilli dans une structure d'hébergement. Faute de proposition d'hébergement par le Préfet, les familles pouvaient saisir le Tribunal Administratif visant à ce que soit ordonné au préfet l'accueil dans une structure d'hébergement.

En 2017, 7 familles ont saisi et déposé des recours auprès du tribunal administratif. Ces familles sont sorties vers des structures d'hébergement d'urgence.

L'accompagnement vers ces recours contentieux revêtaient plusieurs enjeux dont celui de saisir le tribunal administratif afin qu'une proposition d'hébergement par le Préfet leur soit faite. Notons que dans le même temps, cette démarche a souvent suscité de l'inquiétude chez les familles, qui craignaient un impact négatif sur leur parcours, lorsqu'elles avaient fait l'objet d'une obligation de quitter le territoire français.

Situation des personnes déboutées de la demande d'asile : la recherche des moyens de survie alimentaire

Au sein de notre Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile, l'équipe socio-éducative, avec le soutien et le positionnement du Conseil d'Administration de l'association, a maintenu l'accompagnement des personnes et des familles déboutées de la demande d'asile, jusqu'à leur sortie de l'établissement, ou au moins jusqu'à ce qu'une solution d'hébergement puisse être proposée à celles d'entre elles qui n'avaient pas de solution individuelle.

Afin de répondre au mieux aux missions qui nous sont confiées, il nous semble à la fois pertinent et cohérent d'apporter un soutien aux personnes et familles que nous accueillons pendant toute la durée de leur présence au C.A.D.A. Ce positionnement nous permet en effet d'accompagner, d'informer et d'orienter chacun vers une solution d'hébergement adapté, et ceci dans les meilleurs délais.

L'objectif a été également que ces sorties de l'établissement puissent se faire dans les conditions les plus dignes possible.

Par ailleurs, après le rejet de leur demande d'asile, les personnes et/ou les familles sont confrontées à de multiples difficultés, parmi lesquelles l'aspect financier est central : il devient impossible, sans soutien extérieur de subvenir aux besoins primaires de chacun.

Les soutiens et réponses apportés par les différents acteurs que nous sommes amenés à solliciter avec les personnes accompagnées, sont différents d'un territoire à l'autre.

Territoire d'Abbeville :

Au cours de l'année 2017, les personnes ainsi que les familles ont pu trouver un soutien auprès des associations caritatives. Plus précisément, la Croix Rouge Française ainsi que le Secours Populaire, ont pu contribuer à ce que ces personnes puissent subvenir à leurs besoins primaires, par le biais de colis alimentaires, distribués de manière hebdomadaire.

Les Restaurants du Cœur ont également apporté un important soutien, par la distribution de colis alimentaires à l'instar des deux autres associations, mais également en maintenant des temps dédiés à l'apprentissage du français.

Cette année, nous avons également travaillé en partenariat avec le Centre Communal de l'Action Sociale d'Abbeville ainsi qu'avec les « Maisons Départementales des Solidarités et de l'Insertion (MDSI) ». Ces deux acteurs du territoire ont apporté des aides financières ponctuelles en priorité aux familles et aux femmes seules avec enfants.

Territoire de Montdidier :

Les familles ont pu bénéficier du soutien des Restaurants du Cœur et de la Croix-Rouge. Parallèlement, l'action engagée auprès des familles avec la MDSI a permis l'octroi de bons alimentaires (chèque service et versement d'une aide financière sur leur compte) mais également dans la prise en charge totale des frais de demi-pension pour les enfants scolarisés.

Le CCAS de Montdidier soutenait les familles par la remise de colis alimentaires à raison d'une fois tous les 15 jours.

Territoire d'Amiens :

Durant l'année 2017, les familles et les personnes isolées accueillies sur notre structure ont pu bénéficier du soutien des différentes associations caritatives présentes sur le territoire amiénois. Principalement la « Croix Rouge Française » et les « Restaurants du Cœur » sont venus en soutien aux personnes en cours de procédure de demande d'asile. L'aide apportée, grâce à des distributions alimentaires aux familles leur a permis de subvenir à leurs besoins primaires.

Concernant les personnes déboutées du droit d'asile, seuls les « Restaurants du Cœur » intervenaient en soutien à celles-ci. En effet, dès lors que ces personnes n'avaient plus de titre de séjour en cours de validité la « Croix Rouge Française » ne délivrait plus de colis alimentaire.

D'autres associations caritatives, tels que le « Secours Catholique » et le « Secours populaire » sont également venus apporter leur soutien sur le plan alimentaire et vestimentaire.

De plus, dans le cadre de l'apprentissage à la langue française nous avons pu solliciter ces deux associations, et orienter les personnes accompagnées afin qu'elles puissent prétendre à des cours de français. Le « Secours Catholique » a pu être une ressource supplémentaire dans l'orientation des personnes désireuses de vouloir bénéficier de cours de français. Nous avons pu orienter des familles ou des femmes seules avec enfants car cette association emploie une personne dédiée à la garde des enfants, durant le temps des cours.

Aussi, nous avons sollicité le Centre Communal d'Action Sociale d'Amiens (CCAS), afin de solliciter des aides financières sous forme de « chèque service ». Toutefois, pour les personnes déboutées du droit d'asile n'ayant plus un titre de séjour en cours de validité, l'octroi d'aide financière n'était plus possible.

Nous avons également travaillé avec les MDSI qui ont pu délivrer des aides exceptionnelles aux familles avec enfants.

L'accompagnement de la sortie des bénéficiaires d'une protection internationale

13 ménages ont bénéficié d'une protection internationale

- 8 ménages réfugiés (24 personnes) ont accédé au logement autonome
- 2 ménages ont intégré une formation par le biais du projet Hope
- 2 ménages ont intégré des structures d'hébergement d'insertion
- 1 ménage, qui a choisi de quitter le département, après avoir refusé le logement attribué à Amiens, a été pris en charge par le 115

Le délai moyen de prise en charge des personnes bénéficiaires d'une protection internationale, effectivement sorties après la fin de leur procédure a été de 445 jours, soit 15 mois.

Les personnes ou familles qui obtiennent une protection internationale bénéficient d'un accompagnement mené dans le cadre de l'Action de Transition et d'Insertion qui a été mise en place en 2009. Cette action fait l'objet d'un rapport d'activité détaillé transmis à nos financeurs et à nos partenaires.

Par ailleurs, notons que l'accès au logement des réfugiés se travaille également en lien avec la DDCS qui gère le Système Priorité Logement (SYPLO). Ce dispositif, présenté à l'ensemble des équipes sociales en 2015, facilite l'attribution de logement par les bailleurs publics.

L'accompagnement vers l'insertion des bénéficiaires d'une protection internationale

Au cours de l'année 2017, nous avons accompagné 20 ménages bénéficiaires d'une protection internationale dont 6 l'ayant obtenu en 2016. Parmi elles 13 sont sorties du CADA vers une solution adaptée à leur situation, ou choisie par le ménage concerné. Ainsi une mère isolée a choisi de refuser un logement adapté à ses ressources et à sa composition familiale, qui lui avait été attribué à Amiens par un bailleur public. Elle souhaitait s'installer en région parisienne. Nous interrompons notre accompagnement en cas de refus d'un logement ou d'une solution d'hébergement adapté. Elle a donc dû quitter notre CADA et a fait appel au 115 de son département d'arrivée.

Nous proposons donc un accompagnement social global aux ménages et les soutenons dans leur parcours d'insertion. De ce fait, nous accompagnons le ménage dans l'ouverture de ses droits communs et dans des démarches d'intégration.

Les semaines suivant la notification de décision, nous orientons les ménages vers l'OFII afin qu'ils soient reçus dans le cadre d'une première visite d'accueil. Dans le cadre d'un entretien personnalisé, l'OFII évalue les besoins de la personne et recommande de participer à des formations.

Le Contrat d'Intégration Républicaine (C.I.R)

Mis en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2016 à l'issue de la loi du 07 mars 2016 relative aux droits des étrangers en France, le Contrat d'Intégration Républicaine conclu entre la personne et l'Etat porte sur les droits et devoirs de chacun. Ce contrat bipartite détermine d'une part les engagements de l'Etat ;

- Recevoir les bénéficiaires dans le cadre d'un entretien personnalisé.
- Dispenser deux formations civiques composées de deux modules : Principes et valeurs de la République française ; Vivre et accéder à l'emploi en France.
- Proposer un test de positionnement linguistique pour connaître le niveau en langue française.

D'autre part ceux de la personne ;

- Respecter les valeurs essentielles de la société.
- Participer aux deux modules de formation civique et linguistique.
- Signaler tout changement de situation à l'OFII.

Ce premier entretien personnalisé d'accueil intervient 1 mois après l'obtention de la protection. Ce contrat ne peut être signé qu'au sein de l'OFII d'Amiens quel que soit le lieu d'hébergement des personnes accueillies, de même que la participation aux formations civiques.

Ainsi, en 2017, 3 personnes ont dû entamer des formations linguistiques à Amiens alors qu'elles sont hébergées à Abbeville ou Montdidier. Les formations linguistiques afin d'atteindre le niveau A1 du Cadre Européen de Référence pour les Langues (C.E.R.C.L) sont dispensées par des organismes de formation, quatre jours par semaine. Seulement, ces allers-retours occasionnent des frais de transport importants qui sont à la charge des personnes.

A partir de septembre 2017, l'OFII a créé de nouvelles sessions de formation sur le territoire d'Abbeville.

Les délais importants à l'accès en formation linguistique

L'offre en termes d'apprentissage du français ou de temps de conversation en langue française diffère là encore d'un territoire à l'autre. Tous les territoires sur lesquels nous intervenons sont pourvus de cours.

A Montdidier, à raison d'une fois par semaine, les personnes résidant sur ce territoire ont la possibilité de bénéficier de cours de français, dispensés par les Restaurants du Cœur et par la Croix Rouge.

A Amiens, la Croix Rouge, le Secours Catholique, l'association Le Cardan ont développé différents créneaux dédiés à l'apprentissage de la langue française.

Certaines antennes des Restaurants du cœur proposent également des cours dans ce domaine. Par ailleurs des citoyens bénévoles se sont mobilisés pour enrichir l'offre en cours de français (à Longueau, où trois messieurs du C.A.D.A sont accueillis, un professeur bénévole propose des cours de français à raison d'une fois par semaine).

Enfin à Abbeville, les personnes présentes sur ce territoire trouvent également différentes possibilités leur permettant de s'investir au mieux dans l'apprentissage de la langue française ; de plus les personnes peuvent s'inscrire dans les différents lieux et suivre ainsi plusieurs cours sur une même semaine.

Un réseau de bénévoles donne des cours de français plusieurs fois par semaine à l'Espace 1901 (locaux de la mairie). Le Secours Catholique et les Restaurants du cœur sont également ressource, et proposent des cours plusieurs fois par semaine.

Le programme HOPE (Hébergement, Orientation, Parcours vers l'Emploi).

L'Afpa, soutenue par les ministères de l'Intérieur, du Travail et du Logement, a lancé le programme HOPE « Hébergement, Orientation, Parcours vers l'Emploi » destiné aux réfugiés. Ce projet a pour objectif de faciliter leur intégration dans la société française et leur insertion dans l'emploi.

Ainsi en 2017, un nouveau dispositif mis en place à destination des personnes ayant obtenu une protection internationale a vu le jour pour la région Hauts de France.

Les personnes qui intègrent ce dispositif peuvent, durant 9 mois, bénéficier de cours de français suivis d'une formation professionnelle qualifiante qui se déroule dans les centres AFPA de la région Haut-de-France (Beauvais, Lomme, Cantin, Lille, Roubaix). Les stagiaires vivent au sein du centre AFPA durant le temps de la formation. Un accompagnement social est assuré par les assistantes sociales de ces centres.

Le prérequis pour accéder à ce parcours de formation est de valider le niveau A1 à l'issue des cours de FLE.

3 secteurs d'activité sont concernés dans ce projet : le BTP, l'industrie et les services. Les personnes bénéficiaires d'une protection internationale sont d'abord reçues par le pôle emploi afin de déterminer si le

niveau A1 avait été validé puis sont positionnées sur une des formations proposées. Ce dispositif semble pertinent pour les personnes éloignées d'un emploi faute de compétences linguistiques et de diplômes dans des secteurs dits « en tension ».

Cette formation est couplée avec un accompagnement social lié aux démarches administratives des stagiaires, et un hébergement incluant la restauration sur place.

Dans un premier temps, la DDCS a recensé les personnes éligibles au programme HOPE. Puis elles ont été invitées à assister à une réunion collective afin de leur présenter les formations professionnelles.

Deux hommes isolés, statutaires, ont pu profiter de ce programme à la fin de leur CIR. Ils ont pu définir leurs choix professionnels auprès d'un conseiller pôle emploi en charge de l'orientation, du diagnostic et de la validation de leurs projets professionnels. Ainsi, l'un d'eux a pu intégrer la formation à LOMME (59) dans le domaine du bâtiment, en tant que plaquiste-peintre et l'autre est entré en formation à CANTIN (59) en tant qu'agent de fabrication industrielle.

Le programme HOPE fait l'objet d'une sélection rigoureuse. Tous les candidats, reconnus réfugiés et hébergés au sein de notre CADA, n'ont pu l'intégrer car certains n'avaient pas encore terminé les cours de français dispensés dans le cadre du CIR, d'autres n'avaient pas obtenu le niveau A1, critère prérequis pour intégrer le programme.

La première session de formation n'étant pas encore terminée, il est difficile d'évaluer les aboutissements (positifs ou négatifs). Nous aurons davantage de données d'évaluation au cours de l'année 2018.

L'ANNEE EN CHIFFRES

En 2017, nous avons accueilli 34 ménages soit 77 personnes (47 adultes et 30 enfants dont 6 nés au sein de familles hébergées au CADA)

77 ménages, représentant 199 personnes (93 adultes) ont été hébergés dans notre CADA (en 2016, ils étaient 63 ménages, en 2015, 43 ménages, en 2014, 27 ménages, en 2013, 30 ménages).

Le taux d'occupation était de 90.52 % en 2017 (il était en 2016 de 96.16 % ; de 82,4 % en 2015, de 98,1 % en 2014).

Au 31 décembre 2017, nous hébergions 115 personnes, représentant 48 ménages.

- **20 ménages étaient hébergés sur le territoire d'Amiens Métropole**, dont 4 en logement partagé
  - **20 étaient hébergés à Abbeville**, dont 10 en logement partagé
  - **7 l'étaient à Montdidier**, dont 4 en logement partagé
  - **1 à Moreuil**

3 nouveaux logements attendaient d'être investis à Roye, 5 états de vacance étaient inscrits au dn@

Par ailleurs sur ces 48 ménages :

- **20 ménages avaient vu leur procédure d'asile aboutir à une décision définitive.**
  - **7 ménages** (personnes) avaient obtenu le statut de réfugié par l'OFPRA : 4 depuis moins de six mois (dont 3 depuis moins de 3 mois), 2 depuis plus de 6 mois.
  - **13 ménages** étaient déboutés de leur demande d'asile : 2 depuis moins d'un mois, 2 en attente de retour au pays d'origine dans le cadre d'une demande d'ARV
  - **27 étaient encore en cours de procédure : 16 ménages** (42 personnes) étaient en procédure devant l'O.F.P.R.A., **11 ménages** (24 personnes) étaient en procédure devant la C.N.D.A. ou en cours d'engagement de cette procédure suite à un rejet OFPRA.
- **1 ménage au statut « mixte » :**
  - Un ménage au sein duquel seul l'époux est reconnu réfugié (depuis plus de 6 mois), son épouse étant en cours de procédure devant la CNDA

La durée moyenne des procédures ayant abouti à une décision définitive en 2017 est de 464 jours (en 2016 elle a été de **402 jours** et en 2015 de **506 jours**)

29 ménages (85 personnes) ont quitté le C.A.D.A. au cours de l'année 2017

- **15 ménages étaient déboutés**, Le délai moyen de sortie des personnes déboutées, effectivement sorties après la fin de leur procédure, a été de 186 jours, soit 6.1 mois (en 2016 il était de 108 jours, soit 3.6 mois ; de 162 jours, soit 5 mois en 2015 et de 1,8 mois en 2014)
- **13 ménages ayant obtenu une protection internationale** ont quitté le C.A.D.A. dans un délai de 282 jours (229 jours en 2016) après la fin de sa procédure.
- **La durée moyenne de la prise en charge est de 502 jours (en 2016, 581 jours ; 517 jours en 2015 et 579 jours en 2014).**